



UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO

FACULTÉ DE DROIT, D'ÉCONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE

Département de Sociologie

Formation Professionnalisante en Travail Social et Développement



Mémoire Licence Professionnelle en Travail Social et Développement

LE NIVEAU D'INSTRUCTION ET LA QUETE D'EMPLOI, CAS DES FEMMES URBAINES NON INSTRUITES

Présenté par : Mademoiselle DECKY Carina

Option : agent de développement

Membres du jury :

Président : Monsieur ANDRIAMALALA Misah Ny Aina, Maître de Conférences

Juge : Madame ANDRIANAIVO Victorine, Maître de Conférences

Encadreur pédagogique : Professeur Titulaire RANDRIAMASITIANA Gil Dany

Année Universitaire : 2013 – 2014

Date de soutenance : 08 Mars 2016

**LE NIVEAU D'INSTRUCTION ET LA QUETE
D'EMPLOIS : CAS DES FEMMES URBAINES NON
INSTRUITES**

Remerciements

Je rends gloire à Dieu Tout-Puissant de toutes ses grâces précieuses.

Je tiens à remercier vivement toute l'administration du département de Sociologie et toutes les personnes qui ont contribué à l'élaboration de ce Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention de Diplôme de Licence Professionnelle en Travail Social et Développement, en particulier :

-Monsieur le Chef de Département sortant de Sociologie, ETIENNE STEFANO
Raherimalala

-Monsieur RANDRIAMASITIANA Gil Dany, Professeur Titulaire, notre encadreur de mémoire qui a bien voulu nous accorder son appui dans la réalisation de ce travail, il a prodigué des conseils tout en nous encourageant ;

-Monsieur ABDOUL Cheikh Abdallah, le Secrétaire Général du ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme, notre Encadreur professionnel ;

-Tous les formateurs et le personnel administratif de la Formation Professionnalisante en Travail Social et de Développement, qui ont contribué à notre formation ;

-Toutes les institutions qui nous ont fourni des informations pour la réalisation de ce mémoire ;

-Toute ma famille pour leur soutien tant moral que financier durant les trois années d'études universitaires.

Merci à Tous !

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX

INTRODUCTION GÉNÉRALE

**PREMIÈRE PARTIE : HISTORIQUE DU MINISTÈRE DE LA POPULATION,
MATÉRIELS ET MÉTHODES**

Chapitre 1 : Etude monographique du ministère de la population

Chapitre 2 : Matériels et méthodes

DEUXIÈME PARTIE : RÉSULTATS DES ENQUÊTES

Chapitre 3 : Approche théorique

Chapitre 4 : Les facteurs socio-démographiques du secteur informel

Chapitre 5 : Résultats des enquêtes

TROISIÈME PARTIE : LA DISCUSSION ET LES RECOMMANDATIONS

Chapitre 6 : La discussion, les acquis personnels

Chapitre 7 : Les recommandations

CONCLUSION GÉNÉRALE

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIÈRES

ANNEXES

Liste des abréviations et sigles :

- BIT : Bureau International du Travail.
- BM : Banque Mondiale.
- CUA : Commune Urbaine d'Antananarivo.
- DSM : Direction des Statistiques des Ménages.
- DPF : Direction de la Promotion de la Femme.
- ENEMPSI : Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel.
- EDS : Enquête Démographique et de Santé.
- ENSOMD : Enquête Nationale sur le Suivi des Objectifs du Millénaire pour le
Développement.
- EPM : Enquête Périodique des Ménages.
- FNUAP : Fond des Nations Unies pour la Population.
- INSTAT : Institut National de la Statistique.
- MPPSPF : Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la
Femme.
- MEN : Ministère de l'Education Nationale.
- OIT : Organisation Internationale du Travail.
- ONU : Organisation des Nations Unies.
- ONG : Organisation Non Gouvernementale.
- OMEF : Observation Malgache de l'Emploi et de la Formation Professionnelle continue et
Entrepreneuriale.
- OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement.
- PANAGED : Plan d'Action National Genre et Développement.
- PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement.
- PNPF : Politique Nationale de la Promotion de la Femme.
- AGETIPA : Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public et de l'Aménagement.

-APIPA : Autorité pour la Protection contre les Inondations dans la Plaine d'Antananarivo.

-UNICEF: United of Nations for Infants and Children Educational Fund.

Liste des tableaux :

- 1- Tableau démontrant les caractéristiques sociologiques de la micro population enquêtée
- 2- Tableau comparatif du secteur formel du secteur informel

Liste de photo :

Photo n° 1 : photo des lavandières au bord de l'Ikopa, p. 32.

Photo n°2 : photo représentant des femmes en plein travail, p.33.

INTRODUCTION GENERALE

Contextes

Au niveau international, l'Organisation des Nations Unies tient à la protection des droits de la femme pour garantir la contribution des femmes au développement. Pourtant, l'accès à l'éducation de qualité est un outil pour l'autonomisation des femmes. Les filles et les femmes accèdent de plus en plus à l'éducation et à l'emploi, pourtant elles continuent de subir de nombreuses discriminations dans plusieurs domaines, économiques, politiques et sociaux. En dépit de nombreuses avancées juridiques, leurs droits ne sont pas toujours respectés.

Au niveau continental, les pays africains ont ratifié la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. En Afrique, la femme est toujours à la fois épouse, mère et femme de travail à l'intérieur ou à l'extérieur du ménage. Selon la Banque Africaine de Développement, la clé du développement de l'Afrique se trouve dans la mobilisation de la créativité des Africains pour permettre aux sociétés africaines de réaliser leur plein potentiel.

A un niveau national, Madagascar présente les caractéristiques démographiques d'un pays en développement. Les femmes constituent plus de la moitié de la population malgache. Elles constituent également des acteurs et bénéficiaires de développement non négligeable. Cependant, leur participation effective au processus du développement social, économique et politique du pays est insuffisante. Selon le rapport de l'INSTAT, le taux de personnes travaillant dans le secteur informel a augmenté de 20% entre 2008 et 2013. Les conséquences des événements récents suite à la crise de 2009 avaient beaucoup changé la société malgache. Des milliers de personnes ont perdu leurs emplois. Il n'y a pas une politique nationale sur l'emploi à Madagascar. Le thème de ce mémoire étudie l'interrelation entre le niveau d'instruction et la recherche d'emplois des femmes qui ne sont pas passées par les bancs de l'école. Des femmes qui constituent plus de la moitié de la population malgache. En général, la marginalisation des femmes dans tous les domaines de la vie sociale à Madagascar est une réalité importante et est considérée comme étant une barrière de développement du pays.

Localement, les femmes sont très actives et tiennent un rôle important au sein du foyer et dans la communauté. Le taux de la pauvreté s'alourdit depuis l'entrée de la crise qu'a connu

le pays. Le nombre des femmes opérant dans le secteur informel augmente de plus en plus. Ceci est dû à la pauvreté, au chômage, à l'insuffisance du marché du travail, à l'analphabétisme, à l'exclusion sociale. Dans une situation de crises sociopolitiques cycliques¹, les femmes font partie des victimes, ce qui justifie la situation des femmes malgaches actuelle dont la majorité travaillent dans le secteur informel ou encore sont sans emploi.

Motif choix du thème

Pour parvenir aux objectifs posés dans cette étude, on a choisi comme thème le niveau d'instruction et quête d'emploi pour connaître les caractères spécifiques des femmes travaillant dans le secteur informel comme le métier de lavandière dans le fleuve d'Ampasika.

Problématique

Le rapport au savoir et à l'instruction n'est-il pas déterminant dans la recherche d'emplois dans un milieu où la compétition à l'ascension sociale devient de plus en plus rude surtout pour la gent féminine qui n'est pas passée par les bancs de l'école ?

Objectifs

- ✓ Objectif général

Ce modeste travail de recherche envisage de démasquer le paysage différencié de l'emploi : exclusion ou marginalisation des femmes dépourvues de diplômes.

¹ Crises sociopolitiques de

- 1972 : grève estudiantine qui a débouché sur la chute du Président Tsiranana ;
 - 1991 : paralysie de la machine administrative, L'Amiral Ratsiraka chassé du pouvoir et accusé d'avoir appauvri le peuple malgache avec l'idéologie socialo-marxiste ;
 - 2002 : différend post-électoral (*1^{er} tour dia vita* ou dans une traduction littérale simple la victoire à l'issue du premier tour, ce fut le credo de l'époque) qui a débouché sur l'éviction à nouveau de Ratsiraka qui s'est exilé en France, grèves politiques et syndicales...
 - 2009 : chassé également du pouvoir par les mouvements de rue sur la place symbolique du 13 mai à cause de l'interférence de plusieurs affaires personnelles du président Marc Ravalomanana avec la gestion du pays (monopole des produits de premières nécessités, vente de terrain à une firme sud - coréenne Daweoo, accusation de pratiques dictatoriales, Tikoïsation de la vie politique et de l'administration...)
- Actuellement, la majorité des Malgaches vivent (*kere* ou famine dans le sud - ouest malgache), n'ont pas de logement décent, Bref c'est la pauvreté au quotidien.

✓ Objectif spécifique 1

Evaluer le degré de gravité de la multiplication exponentielle des femmes urbaines opérant dans le milieu informel.

✓ Objectif spécifique 2

Etre capable de mesurer le degré d'opérationnalité, d'effectivité et d'efficience des orientations officielles en matière d'emploi pour les femmes en général et les femmes n'ayant pas de diplôme en particulier.

Hypothèses

Hypothèse 1 : La politique nationale du genre et la politique nationale de l'emploi semblent minoriser l'insertion socio professionnelle des femmes en général et des femmes non instruites en particulier

Hypothèse 2 : Les femmes dépourvues de qualification semblent se complaire dans leur mode de vie si difficile soit-il et leurs métiers relevant dans la majorité des cas du secteur informel.

Aperçu méthodologique

✓ **Type d'analyse**

Les méthodes utilisées dans l'élaboration de cette recherche sont :

-l'analyse qualitative :

Elle consiste à collecter des données de terrain en utilisant des techniques de collecte de données telles que les entretiens directifs, semi-directifs.

-l'analyse structuro-fonctionnaliste :

La méthode d'approche que nous avons optée se focalise autour du structuro-fonctionnalisme de Talcott PARSONS AGIL². Il est axé sur quatre fonctions dont

²BEITONE, A. et al. (2002) Sciences sociales, Paris, Editions Dalloz, p.102-103.

1/ la fonction d'Adaptation (A) est liée au milieu extérieur. Cette fonction répond à la nécessité pour le système de puiser des ressources dans son environnement. Or l'environnement professionnel est, dans le cas de notre recherche, saturé et sexiste ;

2/ la fonction de réalisation des fins (*Goals attainment*) (G), elle permet au système (social) de se fixer des objectifs et de se donner des moyens pour les atteindre. Cela est lié aux structures politiques. La politique sociale et sectorielle sur la politique de l'emploi semble incapable de s'acquitter normalement de sa mission principale, celle d'assurer un emploi stable, formel et décent et qui donne envie d'y donner le meilleur de soi – même ;

3/ la fonction d'intégration du système (I) permet d'en coordonner les différentes parties afin de le stabiliser. Cela est lié aux structures judiciaires et communautaires. Pourtant, il est majoritairement admis que le pouvoir exécutif semble incapable de résoudre les problèmes de l'accès à l'emploi pour toutes les couches sociales et sans distinction de genre. De surcroît, beaucoup parmi les tananariviens, ayant une composition multiethnique, semblent se désintéresser des problèmes protéiformes des métiers ; de surcroît, ils sont obnubilés par les tracasseries de la vie quotidienne (insécurité, incivisme, embouteillage...) ; on n'est pas loin de la situation anémique dont parle DURKHEIM ;

4/ et la fonction de maintien des modèles latents (*Latent patterns maintenance*) (L) qui permet la production et la reproduction des valeurs communes à l'ensemble de la société et qui permettent du coup aux individus de motiver leurs actions. Cela est lié aux structures de socialisation comme qui permettent une stabilité normative et donc le maintien des modèles.

Non seulement les anciennes structures familiales sont en train de voler en éclats mais il y a aussi de nouvelles formes de parentalité (monoparentalité³, co-parentalité⁴, homoparentalité⁵,

³ - LEGALL, D. et MARTIN, C. (1993) « Transmissions familiales, logiques de recomposition et modes de régulation conjugales » in MEULDERS, M – T et THERY, I., dir, (1993), *Les recompositions familiales aujourd'hui*, Paris, Nathan, p. 137-158.

[https://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/Dser/essentiel/15%20ESSENTIEL%20MONOPARENTA LITE.pdf](https://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/Dser/essentiel/15%20ESSENTIEL%20MONOPARENTA%20LITE.pdf) consulté le 29 février 2016: « En Afrique subsaharienne, le **veuvage** reste le principal facteur d'entrée dans la monoparentalité juridique. Cependant, les **mères dites « désertées »** sont de plus en plus nombreuses en raison de la migration de travail du conjoint due à la **paupérisation du continent...** ». Par ailleurs, « Que la formation de **familles monoparentales** puisse être le **déterminant premier de la pauvreté féminine** oblige à poser les questions des besoins spécifiques des familles monoparentales (dépenses liées au logement et à la garde des enfants) et de la place des femmes dans l'économie et la société. Parce qu'elles ne comptent qu'un adulte, les familles monoparentales sont en effet confrontées à une série d'obstacles supplémentaires - manque de temps, difficultés d'accès à la propriété, ségrégation accrue contribuant à l'isolement de beaucoup d'entre elles ».

⁴**Mettre en relation les hommes et femmes**, ayant pour caractéristique commune de ne pas vouloir s'installer dans une relation de couple, pour qu'ils puissent **concevoir un bébé de manière naturelle ou non**. Si ces dernières années la famille, au sens traditionnel "mère-père-enfants" redéfinit son cadre avec, notamment,

divorce...); cette configuration nouvelle des structures familiales s'accompagne aussi des problèmes de niveau d'instruction. Ce qui aggrave encore la situation surtout des mères qui sont à la fois pourvoyeuses de ressources financières mais aussi éducatrices au sens plein du terme.

Nous avons utilisé aussi des récits de vie des enquêtées.

✓ **Type de démarche**

-démarche hypothético-déductive : elle consiste à poser des postulats à partir des lectures et des entretiens exploratoires tout en s'appuyant sur des études de cas pour finir ensuite sur un raisonnement déductif.

✓ **Type de méthode**

-méthode documentaire : nous avons puisé nos ressources documentaires dans les documentations classiques (revues scientifiques, journaux de renom, publications scientifiques à comité de lecture...) et électroniques (revues spécialisées en ligne, articles scientifiques...).

-méthode dialectique : La dialectique⁶ est une systématisation organique d'une réalité plénière où chaque élément appelle tous les autres pour le soutenir ... La méthode

l'augmentation des [familles recomposées](#), **cette nouvelle tendance soulève des questions** : que révèle t-elle sur le plan sociologique mais aussi sur le plan psychologique des "coparents" et de leurs enfants ? Michel Fize, sociologue spécialiste des questions liées à la famille et Catherine Bethenod, thérapeute et auteur de *Ma famille, je la recompose* (Ed. Study rama) nous éclairent sur le phénomène.

Co-parentalité : vers un nouveau modèle familial ?

Vouloir accueillir un enfant sans être en couple, éduquer un petit sans assumer le quotidien d'une vie avec son conjoint... Ce n'est pas une nouveauté, nombre de parents vivent actuellement cette situation (bon gré, mal gré). En cause ? **[Le divorce, la séparation ou encore l'abandon qui sont à l'origine de ces familles monoparentales](#)**. Pourtant, ce qui ici distingue la co-parentalité, c'est que les parents choisissent dès le départ de faire un enfant sans vouloir assumer les obligations (pas toujours roses) d'une vie de couple. **Doit-on alors y voir une forme d'égoïsme de la part de ces adultes en mal d'enfant ?** "*L'individualisme forcené dans lequel notre société est prise tend à expliquer cette tendance*", explique le sociologue Michel Fize. *En quelque sorte, la philosophie de notre génération c'est 'les autres, oui, mais d'abord s'ils me sont utiles'*". Si le co-parenting est le symptôme d'une génération souhaitant s'affranchir des contraintes tout en **assouissant son [désir d'enfant](#)** en faisant appel à un(e) géniteur, qu'en est-il des motivations psychologiques qui mènent à faire ce choix ? Comment s'organisent au quotidien ces "familles" sans véritable histoire ?

<http://www.magicmaman.com/co-parentalite-etre-parent-sans-etre-en-couple-une-bonne-idee.411.2145198.asp>

Consulté le 29 février 2016

⁵GROSS, M. (2005) Homoparentalités, état des lieux, Paris, Editions Erès.

⁶Site web: <http://classiques.uqac.ca/> consulté le 28 février 2016: Louis LAVELLE [1883-1951], Membre de l'Institut, Professeur au Collège de France (1962) *Manuel de méthodologie dialectique*, p.11 et 13

dialectique tend naturellement vers un système. Mais un système ouvert et non point clos. Car il n'y a pas de bornes au progrès de l'analyse, et nous ne rejoindrons jamais le concret dans sa richesse qualitative, tel qu'il est donné à chaque moi individuel.

✓ **Type de situation de recueil de données et d'observation**

L'étude a été effectuée dans des sites urbains de la province d'Antananarivo, avec l'analyse des gens en situation réelle c'est-à-dire dans leurs milieux de vie habituels.

Type d'échantillonnage

Lors de la descente sur terrain, 30 individus ont été enquêtés et choisis par l'échantillonnage probabiliste car notre travail de recherche consiste à analyser l'étude sur les caractéristiques des femmes qui ont presque les mêmes caractéristiques et se trouvant différents quartiers de la capitale de Madagascar, Antananarivo⁷ ; ainsi, notre échantillonnage s'apparente également à l'échantillonnage aréolaire ou échantillonnage par zone.

Limite de la recherche entreprise

La durée du stage ou du travail du terrain est assez limitée en ce sens que nous ne pouvons y rester que trois (3) mois, ainsi nous ne pouvons pas effectuer une étude longitudinale.

⁷Jean-Michel Wachsberger Les quartiers pauvres à Antananarivo. Trappe à pauvreté ou support des individus ? Publié dans Autre part 2009/3 (n° 51) Éditeur Presses de Sciences Po, page 117-137 http://www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=AUTR_051_0117 Consulté le 25 février 2016 : « Située sur les hauts plateaux malgaches, Antananarivo est construite sur et autour d'une série de collines, dont la plus haute, celle d'Analamanga culmine à 1 468 mètres d'altitude. La ville n'a pris son essor qu'à la fin du ^{XVIII}^e siècle, en même temps que le royaume Merina (Les Merina forment un groupe ethnique d'origine asiatique...). À la veille de la colonisation, Tananarive ne comprenait encore cependant que 50 000 habitants. La circulation des charrettes y était impossible et les habitations étaient seulement accessibles par des petites ruelles et de nombreux escaliers. Une première accélération se produit pendant la période de colonisation (de 1895 à 1960) au cours de laquelle un certain nombre d'infrastructures sont créées (routes carrossables, place pour le marché, gare). La population quintuple une première fois. Sur les collines moins élevées entourant la Ville Haute (où se situe l'ancienne cité royale) se développe alors ce qui forme la Ville Moyenne où se trouve le centre administratif de la colonie avec la résidence du gouverneur général, tandis que le remblai de certaines zones de la plaine rizicoles entourant les collines (vallon d'Analakely) permet l'extension de la Ville Basse qui accueille le nouveau marché et un quartier d'affaires [Rajaonah, 2003]. De la décolonisation à nos jours, la population connaît une nouvelle accélération avec une densification de la population des « bas quartiers » et l'extension des départements connexes : Antananarivo Atsimondrano à l'Ouest (8 communes), Antananarivo Avaradrano au sud-est (3 communes), Ambohidratrimo au nord (3 communes). La population quintuple alors une nouvelle fois pour atteindre 1 309 000 habitants en 2003. Elle avoisine en ce moment 2.500.000 habitants ». Ce boom populationnel n'est sans conséquences socio – économiques. Les femmes lavandières font partie des habitants vulnérables.

Notre pouvoir d'achat qui est relativement faible ne nous a pas permis de parcourir et d'observer minutieusement toutes les communes à avoisinantes qui sont concernées par le problème des femmes urbaines non instruites et la quête d'emploi.

Annonce du plan

Dans cet humble travail de recherche, nous avons choisi la structuration d'IMMRED. Dans un premier temps, nous évoquerons les matériels et méthodes. Dans un deuxième temps, il sera question des résultats. Dans un troisième temps, nous procéderons aux discussions et recommandations avant d'entamer la conclusion générale.

PREMIERE PARTIE : Historique du Ministère de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme, matériels et méthodes.

Les femmes malgaches actuelles rencontrent parfois divers problèmes au niveau de la société. La marginalisation⁸ est considérée comme l'un des facteurs de blocage de l'épanouissement des femmes. Ce phénomène constitue un risque grave dans le développement du pays. Cette partie va présenter justement l'historique du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme ainsi que les matériels et méthodes.

CHAPITRE 1 : Historique du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme (MPPSPF)

Section 1-Localisation

Le siège social du MPPSPF se trouve à l'Immeuble du Ministère de la Population, 2, rue Razanakombana Ambohitovo, Antananarivo 10. Les directions régionales de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme (DRPPSPF) couvrent les 22 régions de Madagascar.

Section 2-Historique

En 1976, le département n'était qu'une direction chargée des affaires sociales sous la tutelle du Ministère de la Santé. Sa mission était d'assister les personnes ayant des besoins en conseils, en orientation et, pour quelques-unes, des besoins en aides matérielles. Au début de ses missions, le ministère a agi directement auprès de la population cible. Entre autres, le ministère a recruté des moniteurs d'alphabétisation, des encadreurs et éducateurs spécialisés. Le personnel de cette direction était composé de travailleurs sociaux (assistants sociaux).

⁸« On trouve souvent ces deux termes dans un sens normatif plutôt que descriptif et, même dans le premier cas, ils ne sont appliqués que de façon imprécise, sans véritable cadre théorique. Le terme de **marginalité** apparaît plus fréquemment en **géographie**, pour dénoter toutes sortes de **régions ou d'aires sous-développées**. Tout ce qui n'est pas au centre de l'activité est défavorisé, « marginalisé ». Cela peut paraître circulaire, mais ne l'est qu'à demi. Car la **marginalisation** est moins, en géographie, un processus qu'une condition résultant de divers facteurs : climat naturel défavorable, mauvaise situation géographique, manque de ressources naturelles, dégradation politique (« idéologie dominante répressive »), etc. On estime que tous ces facteurs et déterminants maintiennent des **groupes**, voire des **pays entiers dans un état d'arriération**. D'où l'affirmation que « la marginalité *victimise* des emplacements et des communautés caractérisés par un ou plusieurs facteurs de vulnérabilité ». www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2008-1-page-177.htm : Bos JAAP, « Les types de marginalisation dans leur relation constitutive au discours. », *L'Homme et la société* 1/2008 (n° 167-168-169), p. 177-201.

Une année plus tard, en 1977, le Département Ministériel chargé de la Population et des Conditions Sociales a été mis en place car la prolifération de certaines couches sociales défavorisées s'est fait remarquer peu à peu dans les grandes villes, surtout dans la capitale Antananarivo. Par rapport à la multiplication de la population en situation difficile, les missions d'éducation populaire et non formelle ont été définies et développées.

Le ministère a subi des changements fréquents de dénomination allant jusqu'à le réduire en « Secrétariat d'État ». Au fur et à mesure de la gravité de la situation, la dénomination du Département chargé de la Population et des Conditions Sociales s'est vue changer en Ministère de la Population et des Affaires Sociales. De nouvelles stratégies de mise en œuvre et de réalisation des missions ont été apportées par les premiers responsables.

Section 3-Présentation du ministère

Le MPPSPF, doté notamment d'un office national de Protection Sociale et d'un institut de la démographie, est chargé de la conception, de la mise en application, du pilotage et de l'évaluation des programmes de mise en œuvre de la politique générale de l'Etat en matière de population, de cohésion et de développement social, de promotion des droits des personnes vulnérables, d'équité et de protection sociale.

A ce titre, dans l'objectif de faire du Malgache dans toutes ses dimensions, le pivot de l'action publique de développement, il assure :

- la réduction de l'exclusion sociale ;
- la construction et le renforcement de la solidarité nationale ;
- la lutte contre la vulnérabilité de la population ;
- l'amélioration des conditions de vie de la population ;
- l'accès de la population pauvre et vulnérable aux services sociaux de base aux opportunités productives ;
- l'intégration de la population vulnérable au processus de développement ;
- la réduction de la progression des causes de vulnérabilité de la population ;

- le déploiement d'un dispositif national de prévoyance, de protection et de recours pour rétablir la dignité humaine ;
- la libération et la stimulation de la participation de la femme aux actions de développement ainsi qu'aux sphères et le processus de décision ;
- la promotion de l'égalité de chance entre l'homme et la femme ;
- l'implication de la femme dans les activités génératrices de revenu ;
- l'effectivité de la lutte contre l'impact sexospécifique⁹ de l'aide au développement ;
- l'optimisation de la contribution du capital humain au développement ;
- la redéfinition de la notion de contribuable et d'administré avec les droits et obligations qui en découlent ;
- la promotion des droits humains ;
- la vulgarisation des instruments nationaux et internationaux destinés à la protection des personnes vulnérables et la promotion d'une meilleure compréhension des implications pratiques des différentes obligations que comportent ces instruments ;
- l'effectivité des actions synergiques garantissant la protection des droits des personnes vulnérables ;
- la mise en place des mécanismes et des stratégies efficaces de prévention des droits de personnes vulnérables.

⁹ Il n'y a pas de différence majeure entre les deux sexes dans le domaine éducationnel, de la longévité... mais cette différence est tangible quant à la **répartition des revenus du travail**. En effet, le **revenu estimé du travail des hommes est 1,4 fois plus élevé que celui des femmes** (1674 \$PPA, Parité des Pouvoirs d'Achat, contre 1229 \$PPA) et la part des femmes dans les revenus salariaux n'est que de 0,425 en 2008. [RAPPORT NATIONAL SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN, RNDH (2010: 24 – 25)]

Section 4-L'organisation du ministère

L'organisation du MPPSPF est fixée comme suit :

- Au niveau central

Cabinet du ministère

- Les Membres de cabinet sont constitués d'/de :

1 Directeur de Cabinet, 4 Conseillers Techniques, 3 Inspecteurs, 3 Chargées de Mission, 1 Chef de secrétariat, 1 Chef Protocole, 2 Attachés de Presse, 1 Conseiller Médico-social,

- Les Structures rattachées comprennent :

La personne Responsable de Marché Public (PRMP) a le rang de Directeur du ministère

Le premier responsable de l'Autorité Centrale d'Adoption (ACA) a rang du Directeur du Ministère

Les Organismes Nationaux œuvrent pour la protection sociale.

La Cellule de communication assure la fluidité et la dissémination des informations ainsi que les interactions verticales et horizontales.

Secrétariat Général

Les Directions qui y sont rattachées :

- La Direction des Affaires Financières (DAF) se subdivisent en :

- Service des Affaires Financières (SAF)
- Service de la Planification et de a Programmation Budgétaire (SPPB)
- Service Logistique et du Patrimoine (SLP)

- La Direction Générale de la population (DGP)

- La Direction de la Protection Sociale (DPS)

-La Direction de la Promotion de la Femme (DPF)

- La Direction de la Solidarité et de la Responsabilité Citoyenne (DSRC)

- La Direction des Personnes en Situation d'Handicap et des Personnes Agées (DPSHP)
- La Direction de l'Enfance et de la Famille (DEF)
- La Direction de Réponses aux Chocs et de la Protection contre les Risques Sociaux (DRCPRS)
- La Direction des Ressources Humaines (DRH), elle abrite en son sein le Service de la Formation et du Perfectionnement du Personnel (SFPP)
- La Direction du Système d'Information (DSI), elle abrite en son sein le Service du Système d'Information et de Base de Données (SSIBD)
- La Direction des Etudes de la Programmation et du Partenariat (DEPP)

Les structures rattachées sont :

- La Cellule d'Appui Technique (CAT)
- La Cellule Environnementale (CE)
- La Cellule de la lutte contre le VIH/SIDA dont le premier responsable a rang de chef de service du ministère

Au niveau régional, il y a

- La Direction Régionale de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme (DRPPSPF)

- Au niveau district, il y a

- le Service de population, de la protection sociale et de la promotion de la femme (SPPFPF), celui-ci comporte la

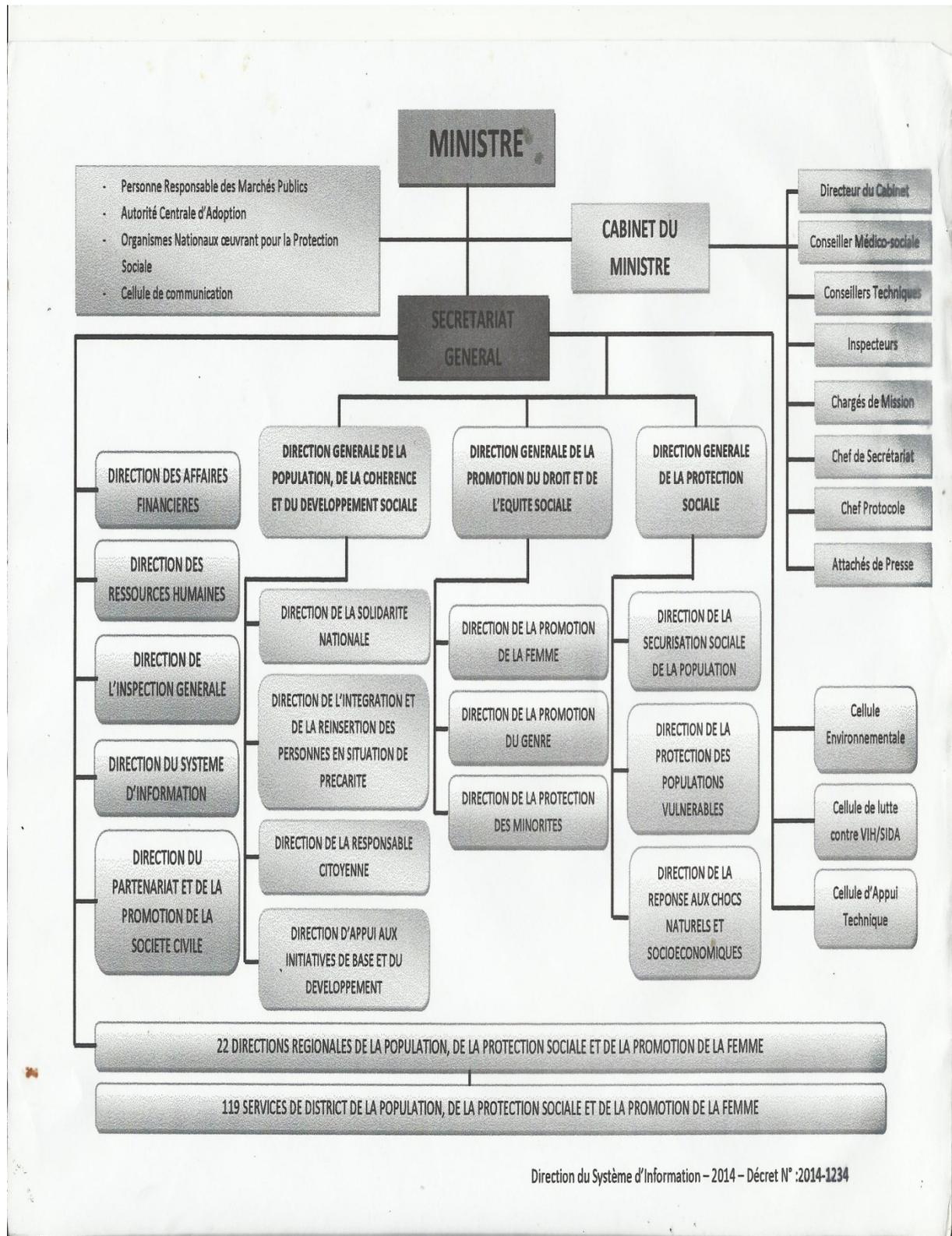
- Division de la population, de la cohésion sociale et du développement social ;
- Division de promotion des droits, de l'équité et de la protection sociale ;
- Division du système des affaires financières.

Structures d'interventions existantes se trouvent dans

- Le Village communautaire ;
- Les Foyers sociaux ;

- Le Centre de Promotion Socio-économique (CPSE) ;
- L'Unité de transformation ;
- Le Centre de rencontre et des conseils juridiques (CECJ) et clinique juridique ;
- Le Centre de réinsertion sociale et professionnelle ;
- Les Réseaux de protection de l'enfance.

Section 5-L'organigramme du ministère (MPPSPF)



Source : ministère de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme, Juillet 2015

CHAPITRE 2 : Les matériels et méthodes

Section 1-Matériels

Les conditions de recueil d'informations dans cette recherche regroupent les caractéristiques de la zone d'étude. Le chronogramme de cette étude comprend en détail la programmation des activités, avec l'utilisation des méthodes pour le recueil d'informations. Ainsi, l'utilisation des appareils tels que le dictaphone et l'appareil photo nous a permis de connaître le milieu d'étude et de savoir et mieux aussi le thème à traiter.

Section 2-Méthodes

Afin de réaliser cette recherche, des méthodes ont été adoptées à savoir l'élaboration des questionnaires, la prise de notes, les recherches documentaires, les recherches bibliographiques et webographiques ainsi que les interviews.

L'élaboration des questionnaires a permis d'obtenir très rapidement de vastes quantités de renseignements concernant le travail des femmes lavandières. L'observation s'est déroulée tout au long de la descente auprès de la zone d'étude.

La technique d'échantillonnage nous a permis d'identifier les caractéristiques des femmes en situation de travail non structurées ainsi que leur mode de survie.

Les recherches bibliographiques et webographiques sont fondamentalement les bases de l'élaboration de cette étude. En effet, elles ont permis, d'une part, de prendre connaissance de la place des femmes dans la société malgache pour mieux cadrer l'étude. D'autre part, celles-ci étaient indispensables dans la détermination des méthodes et outils d'analyse nécessaires à l'identification des différents problèmes auxquels sont confrontées les femmes.

Les interviews des personnes responsables ont apporté plus d'éclaircissement sur ce sujet délicat. Nous avons effectué des enquêtes en nous entretenant avec des personnes ressources comme le directeur du ministère auprès du MPPSPF et le Chef de service.

Tableau n°1 : Les caractéristiques sociologiques de la micro population enquêtée

	Tranche d'âge	Niveau d'instruction	Lieu d'habitation	Gain journalier	Nombre d'enfants	Religion
EF ₁	29	primaire	Ampasika	3000	3	adventiste
EF ₂	55	primaire	67 ha	6000	6	Catholique
EF ₃	18	primaire	Ampefiloha	2500	2	neutre
EF ₄	34	primaire	Ampasika	4500	4	Ara-pilazantsara
EF ₅	47	primaire	Anatihazo	4000	5	neutre
EF ₆	36	sans instruction	Ampasika	5500	4	neutre
EF ₇	29	primaire	Andranomanalina	2500	4	Ara-pilazantsara
EF ₈	40	primaire	Andavamamba	3500	5	Ara-pilazantsara
EF ₉	32	secondaire	Andavamamba	2000	4	neutre
EF ₁₀	38	primaire	Ampasika	2500	3	catholique
EF ₁₁	61	primaire	Antohomadinika	2500	6	neutre
EF ₁₂	19	primaire	67 ha	3500		Ara-pilazantsara
EF ₁₃	35	sans instruction	Ampasika	3500	3	neutre
EF ₁₄	27	secondaire	Ampasika	3500	2	Catholique
EF ₁₅	40	secondaire	67 ha	3000	3	Protestant
EF ₁₆	63	Sans instruction	Isotry	3500	1	Catholique
EF ₁₇	54	sans instruction	Isotry	3500	6	Catholique
EF ₁₈	35	primaire	Ampefiloha	4000	4	adventiste
EF ₁₉	24	primaire	Bemasoandro	3500	3	neutre
EF ₂₀	21	primaire	Andohatapenaka	3500	3	catholique
EF ₂₁	33	sans instruction	Ampefiloha	3000	2	protestant
EF ₂₂	28	primaire	Antaninkatsaka	4000	3	neutre
EF ₂₃	42	primaire	Andavamamba	3000	4	Protestant
EF ₂₄	40	sans instruction	Andavamamba	3500	3	neutre
EF ₂₅	31	primaire	Anatihazo	3000	3	Luthérien
EF ₂₆	37	primaire	Antetazanavoany	2500	4	Luthérien
EF ₂₇	39	sans instruction	Ampasika	2500	3	Neutre
EF ₂₈	35	primaire	Ampasika	3000	3	Catholique
EF ₂₉	26	primaire	Andavamamba	3500	2	Catholique
EF ₃₀	39	primaire	Ampasika	3500	5	Protestant

Ce tableau montre la variation des caractéristiques des femmes lavandières travaillant dans le secteur informel, leur âge varie de 19 à 63 ans. Parmi ces 30 femmes enquêtées, beaucoup d'entre elles déclarent être entrées en union assez tôt. Dans ce tableau, on remarque que les

femmes qui ont passé par le niveau primaire sont beaucoup plus nombreuses que celles qui sont passées en niveau secondaire et les sans instructions. Ainsi, les lavandières sont payées entre 2000 ariary à 6000 ariary, c'est la qualité de linge lavé qui détermine le salaire. La plupart ont des linges de 2 ou 3 familles différentes selon une enquête. Elles sont souvent en de couple et habitent le même quartier.

Tel se présente l'historique du ministère de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme. Ainsi, on a vu aussi les matériels et méthodes. Maintenant, cette deuxième partie permettant de connaître l'approche théorique et les résultats d'enquêtes.

Conclusion partielle :

Pour conclure, le cadre de l'étude dans cette première partie nous a aidés à expliquer les caractéristiques de notre entité d'accueil de stage auprès du, Ministère de la population de notre recherche nous a permis de maîtriser les différents concepts des auteurs par rapport à notre étude. Par la suite, la cadre théorique

Puis nous avons énuméré les différentes méthodes scientifiques utilisées, ayant contribué de manière efficace à la bonne réalisation, des recherches ainsi que des investigations dans l'atteinte de notre objectif.

**DEUXIÈME PARTIE : Approche théorico-
conceptuelle et résultats des enquêtes**

Cette partie concernant les résultats d'enquêtes auprès de la zone d'étude. Le problème socio économique ainsi que la crise politique que le pays traverse avaient touché la population malgache. Les enquêtes montrent que les résultats auprès de la population cible semblent les mêmes.

CHAPITRE 3 : Approches théorico-conceptuelles

Section 1-L'éducation

L'éducation¹⁰ est l'action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mûres pour la vie sociale. Elle a pour objet de susciter et de développer chez l'enfant un certain nombre d'états physiques, intellectuels et mentaux que réclament de lui et la société politique dans son ensemble et le milieu social auquel il est particulièrement destiné.

Selon Jean Jacques Rousseau¹¹, l'éducation est le fait de former et d'instruire quelqu'un, c'est-à-dire, qu'elle désigne l'ensemble des moyens utilisés pour cette action (éducation professionnelle, éducation physique). Mais c'est aussi le savoir et l'ensemble des acquisitions morales d'une personne, d'où la visée morale. Il ne s'agit pas de développer uniquement un savoir intellectuel, ou de former le corps, mais il faut aussi élever celui qui reçoit une éducation, le conduire sur le chemin de la sagesse. Elle peut être également la connaissance et la pratique des bons usages d'une société.

Pour Rousseau, il y a l'éducation positive, celle qui tend à former l'esprit avant l'âge et à donner à l'enfant la connaissance des devoirs de l'homme. Il y a aussi l'éducation négative, celle qui tend à perfectionner les organes, instruments de nos connaissances.

-Sont déclarées alphabétisées toutes personnes de niveau secondaire ou plus, ainsi que toutes personnes de niveau primaire ou sans instruction qui savent lire un petit texte.

-Sans instruction : n'ayant jamais fréquenté l'école ou n'ayant achevé que le préscolaire.

¹⁰ DURKHEIM (E), (1960) éducation et sociologie Paris : PUF, p.121

¹¹ ROUSSEAU (J), (1969) Emile ou de l'éducation, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade »

Section 2- Le travail

Le travail¹² est considéré comme un trait spécifique de l'espèce humaine. Il est ainsi un dénominateur commun et une condition de toute vie humaine en société. Si des formes de travail animal ont été répertoriées, tel celui des fourmis ou des abeilles, cette forme de travail s'apparenterait plutôt à un comportement instinctif dans un environnement déterminé. Lorsque l'on se trouve dans une situation imprévue qui nécessite une adaptation et la fabrication d'outils, par exemple, on se rapproche des conditions du travail humain.

Section 3- L'emploi

Au sens premier, l'emploi¹³ est l'usage que l'on fait d'une chose de l'utiliser.

Dans un langage courant, un emploi est une activité professionnelle, un travail qui reçoit, en contrepartie, une rémunération. Une activité de bénévolat ne peut donc être considérée comme un emploi.

L'emploi est un concept plus large que le salariat dans la mesure où il recouvre aussi la fonction publique et les professions indépendantes.

¹²FERREOL, G. et al.(1991) Dictionnaire de sociologie, Paris, Armand Colin, p.264 : « Le travail occupe, dans l'univers des sociologues (cf. les œuvres de FRIEDMANN, G. ou NAVILLE, P.), une place prépondérante. Facteur de production, il mobilise des savoir-faire, permet à l'homme de s'affranchir des contraintes du milieu et contribue ainsi à la création des richesses. Les revenus qui lui sont associés constituent une composante essentielle de la demande des ménages et donnent accès à la consommation de biens ou de services. Qu'il s'agisse de l'attribution des postes, de la hiérarchie des qualifications ou de l'organisation des relations professionnelles, la gestion des ressources humaines regroupe ces différentes caractéristiques et met en jeu plusieurs problématiques. Certains renvoient à des débats théoriques, d'autres ont trait à des contributions plus factuelles. Comment rendre compte, par exemple, de la progression du chômage de longue durée ? Faut-il incriminer les rigidités de l'appareil productif, se prononcer en faveur d'une redéfinition des procédures d'indemnisation ou évoquer la recomposition des rapports sociaux ? De même, l'incorporation de la robotique dans les chaînes de montage est-elle synonyme d'enrichissement ou de désapprobation ? Doit-on raisonner en termes d'intégration et de polyvalence, ou bien mettre l'accent sur la délocalisation des activités et la réduction des possibilités d'embauche ? Autre thème d'actualité : le **précarisation des emplois**. Les **inégalités entre catégories de main-d'œuvre** ne risquent-elles pas de s'accroître ? Peut-on, dès lors, lutter contre ces **formes d'exclusion** ? ». Ce dernier questionnement nous touche de près dans la conduite de notre modeste travail de recherche.

¹³ <http://www.larousse.fr/définition/emplois>.

Secteur formel :

Le secteur formel¹⁴ est considéré comme étant le secteur de l'économie regroupant des entreprises constituées et fonctionnant conformément à la loi. C'est un secteur légal, déclaré et comptabilisé dans les statistiques qui sont soumises à des obligations fiscales et sociales.

Secteur informel :

Selon l'Organisation Internationale du Travail ¹⁵(OIT), le secteur informel est tout emploi sans protection sociale, c'est-à-dire, sans cotisation sociale de l'employeur : il peut s'agir d'employeurs et travailleurs pour compte propre, de travailleurs familiaux non rémunérés, de travailleurs occasionnels ou à la journée ou sous-traitants (travailleurs externes). Faute de protection, de droits et de représentation, il est rare que ces travailleurs arrivent à se libérer du piège de la pauvreté. Ils ne peuvent se faire entendre, femmes et jeunes y dominent non le plus souvent par choix mais par nécessité de survie.

Généralités sur le secteur informel :

En général, le secteur informel¹⁶ sous entend un secteur non structuré ou les activités ne sont pas déclarées à l'Etat. Ce terme « informel » suppose également un secteur non officiel. Il est né d'un constat selon lequel le chômage apparent progressait en proportion de l'écart croissant entre l'augmentation de la population en âge de travailler et la création d'emploi dans le secteur moderne.

Les différentes formes du secteur informel urbain

Le secteur informel urbain englobe tous les secteurs d'activités, il touche des millions de personnes dans les pays en voie de développement (PVD). Il comprend alors l'économie clandestine ou l'économie souterraine, l'économie familiale ou domestique et les petits métiers urbains.

¹⁴ <http://www.larousse.fr/définition/formel>.

¹⁵ OIT, a pour rôle de promouvoir la justice sociale.

¹⁶ [www.memoireonline.com.Economie](http://www.memoireonline.com/Economie)

Positionnement du secteur informel par rapport aux autres formes d'entreprises

- 1- Grandes entreprises
- 2- Moyennes entreprises
- 3- Petites entreprises
- 4- Secteur informel

Source : investigation personnelle

Tableau n°2 : comparatif entre secteur formel et secteur informel

Formel	Informel
-Entrée difficile	-Entrée facile
-Ressources étrangères	-Ressources locales
-Contrôle anonyme	-Contrôle familial
-Grande échelle	-Petite taille
-Technologie importée et capitaliste	-Technologie appropriée, activité de main d'œuvre
-Main d'œuvre qualifiée et formée parfois à l'étranger	-Qualification acquise en dehors d'un système éducatif
-Marchés protégés et contrôlés	-Marchés concurrentiels et non contrôlés

Source : GUILLOMENT Patrick, Economie du développement : le sous développement, Presses universitaires de France, 1985, p 217.

Ce tableau permet de distinguer les points opposants le secteur formel du secteur informel.

Section 4- Le genre

Le terme « genre ¹⁷ » est un ensemble des règles implicites et explicites régissant les relations femmes/hommes et leur attribuant des travaux, des valeurs, des responsabilités et des obligations distinctes. Ces règles s'appliquent à trois niveaux : le substrat culturel (normes et valeurs de la société), les institutions (famille, système éducatif et de l'emploi, etc.) et les processus de socialisation, notamment au sein de la famille.

Par opposition à cela, le « sexe ¹⁸ » renverrait aux caractéristiques strictement biologiques qui distinguent les femmes et les hommes.

La sociologie du genre est la science qui étudie des rapports sociaux de sexe. Elle envisage le masculin et le féminin comme le résultat d'une construction sociale et non comme une notion propre à la physiologie. Le résumé des deux approches : le sexe est biologique, le genre est social. La sociologie du genre distingue donc le concept du sexe et celui du genre.

En sociologie, le genre¹⁹ est l'ensemble des aspects psychologiques et sociaux rattachés à l'identité sexuelle (le sexe d'une personne) : genre masculin (mâle ou homme) et

¹⁷ Béatrice (B), (1997-1998), cf. 100 mots pour l'égalité, Europa press-releases, Daily News, publication de la commission européenne.

¹⁸ Stoller (R), (1968), sex and gender: on the development of masculinity and femininity, sc. House, NY

¹⁹Inspiré en partie de CLAIR, I. (2012) Sociologie du genre, Paris, Armand Colin, p.93 : « ...le gender désigne la logique sociale générale qui **assujettit des individus** (qui les contraint en même temps qu'elle fait exister) en raison de leur **sexe perçu** (femmes, androgynes), de leurs **pratiques sexuelles** (homo, bi, hors couple, sadomasochiste, etc.), de leur **mise en scène ou transformation du sexe** (drag, trans, etc.). Il peut aussi être question « des » genders pour désigner chacune de ces **différentes façons d'incarner « le » gender** : cela ne signifie pas qu'il y aurait un gender « masculin » et un gender « féminin » comme à l'époque des rôles de sexe, ou comme si le gender était une variable sociodémographique ou ne renvoyait qu'à une traduction sociale du sexe biologique. Ici le pluriel ne reflète pas une alternative duale, mais une liste indéfinie de possibilités de « performer » « le gender »... En même temps que le gender a passé la frontière, il a changé de sens, s'accrochant dans des filets des « **rapports sociaux de sexe** » et de « **domination masculine** » (beaucoup plus épais en France qu'aux Etats-Unis ou qu'en Grande-Bretagne)... Christine DELPHY fait aujourd'hui le plus consensus : son « genre » est un gender qui comprend l'**asymétrie entre les sexes** et leur **hiérarchie**, et qu'il n'exclut pas la sexualité »

¹⁹ La pauvreté selon le PNUD et la BM », Emmanuel Benincourt, Etudes Rurales, 2001

genre féminin (femelle ou femme). Les études du genre (ou études sur le genre) constituent une catégorie d'analyse en sociologie et en anthropologie qui dénote un ensemble de normes et de conventions sociales du comportement sexuel des personnes.

Section 5- La pauvreté

La pauvreté²⁰ selon le programme des Nations Unies pour le développement.

Pour la BM et le PNUD, la pauvreté résulte d'un manque d'accès aux actifs, d'une croissance économique insuffisante ou inappropriée, et d'une mauvaise gouvernance.

Le PNUD définit spécifiquement (3) trois notions :

-la pauvreté extrême ou pauvreté absolue :

Une personne vit en condition d'extrême pauvreté si elle ne dispose pas de revenus nécessaires pour satisfaire ses besoins alimentaires essentiels définis sur la base de besoins caloriques minimaux (1800 calories par jour et par personne (OMS))

-la pauvreté générale ou pauvreté relative :

Une personne vit en condition de pauvreté générale si elle ne dispose pas des revenus suffisants pour satisfaire ses besoins essentiels non alimentaires : habillement, énergie, logement ainsi que des biens alimentaires.

-la pauvreté humaine :

Est considérée comme l'absence des capacités humaines de base : analphabétisme, malnutrition, longévité réduite, mauvaise santé maternelle, maladie pouvant être évitée. Le PNUD ne définit pas officiellement la pauvreté monétaire, mais l'évoque. C'est la pauvreté humaine qui est mise à la cour de l'analyse et celle-ci est liée à la notion de développement humain.

²⁰ La pauvreté selon le PNUD et la BM », Emmanuel Benincourt, Etudes Rurales, 2001

Quant à l'approche utilisée par la BM, il s'agit d'une approche monétaire de la pauvreté. Son raisonnement consiste à identifier deux sortes de pauvreté : la pauvreté absolue et la pauvreté relative.

Pauvreté absolue	Pauvreté relative
ou grande pauvreté désigne une situation dans laquelle les personnes ne disposent pas des biens de première nécessité qui assureraient leur survie.	désigne une situation dans laquelle le mode de vie et le revenu de certaines personnes se situent tellement en deca du niveau général de vie.

Si l'on se réfère à PAUGAM, S. et DUVOUX²¹ nos enquêtes et observées ressemblent en partie à ce que ces deux auteurs entendent par « fragiles » car ils ont en quelque sorte internalisé leur fragilité et leur vulnérabilité, elles nécessitent en fait une intervention sociale ponctuelle; en outre, il faut citer avec ces deux chercheurs que la mauvaise renommée de la cité repose sur des représentations collectives qui se sont formées à l'extérieur de (cet) l'espace résidentiel et qui correspondent à une forme de connaissance sociale spontanée, généralisante et souvent superficielle de la réalité. Cette image négative a néanmoins pénétré dans la conscience sociale des habitantes, lesquelles ont tendance désormais à s'y conformer. La disqualification est partiellement le produit d'une construction sociale. En outre, le cas des femmes lavandières et dépourvues de qualifications est proche de la pauvreté disqualifiante dont parle PAUGAM, S. (2005 :9)²².

²¹PAUGAM, S. et DUVOUX, N. (2008) *La régulation des pauvres*, Paris, PUF.

²²PAUGAM, S. (2005) Les formes élémentaires de la pauvreté, Paris, PUF, Le lien social : « La pauvreté disqualifiante renvoie davantage à la **question sociale de l'exclusion** qu'à celle de la pauvreté proprement dite, bien que les acteurs sociaux continuent à utiliser les deux expressions. Ceux que l'on appelle les « pauvres » ou les « exclus » sont de plus en plus nombreux. Ils sont refoulés hors de la sphère productive et deviennent **dépendants** des institutions d'action sociale, tout en connaissant progressivement de plus en plus de difficultés... Il s'agit d'un processus pouvant impliquer, au contraire, des variations soudaines dans l'organisation de la vie. De plus en plus de personnes sont ainsi confrontées à des **situations de précarité** par rapport à l'emploi susceptibles de se cumuler à plusieurs handicaps : faiblesse du revenu, médiocrité des conditions de logement et de santé, fragilité de la sociabilité familiale et des réseaux sociaux d'aide privée, participation incertaine à toute forme de vie sociale institutionnalisée... ».

CHAPITRE 4 : Les facteurs sociodémographiques du secteur informel

Section 1- Les causes du secteur informel a Madagascar

1-1- L'analphabétisme et l'abandon scolaire :

-L'analphabétisme

L'éducation constitue un droit fondamental de l'homme. Toute personne mérite une éducation de qualité axée sur les droits fondamentaux et sur le concept de l'égalité.

Il ressort qu'à Madagascar la question de l'équité dans l'éducation se pose moins en termes de genre qu'en termes de milieux socioéconomiques et géographiques. D'après le Ministère de l'Education Nationale (MEN), les dernières statistiques révèlent que 46% des Malgaches se trouvent encore dans la sphère de l'analphabétisme et 28% sont des jeunes. Le Plan Intérimaire de l'Education (2013 – 2015) confirment de nouveau ce constat une douzaine d'années plus tard: les filles accèdent en effet sans discrimination avec les garçons à la scolarisation car le taux brut de scolarisation (tous niveaux confondus) du sexe féminin est légèrement inférieur à celui du sexe masculin (73,9% contre 74,6%). Les filles et les garçons souffrent du grave problème de l'accès à l'éducation et de faibles performances scolaires, surtout en milieu rural²³. C'est ainsi qu'au niveau national, 1 élève sur 3 est redoublant et ce, dès la première année de scolarisation.

L'analphabétisme demeure un problème à Madagascar puisqu'un quart de la population malgache de 15 ans et plus déclarent ne pas savoir lire ni écrire le malgache. Les femmes sont plus concernées par le phénomène ainsi que les personnes de plus de 50 ans. Les enjeux

²³RANDRIAMASITIANA G.D « Politique éducative et trajectoires scolaires à Madagascar : de l'école d'intégration à l'école d'exclusion », *LIENS* Nouvelle Série N°13, décembre 2010, ISSN 0850 - 4806 Revue *Fastef/ UCAD, Sénégal*, www.Fastef.sn. Consulté le 28 février 2016

éducatifs varient selon le statut de la jeune fille : noble, citadine, rurale ou esclave mais elle est dans tous les cas l'objet de discours multiples²⁴.

Dans la capitale, des milliers de jeunes ne peuvent pas être accueillis à l'université d'Antananarivo, alors qu'à la campagne, leurs parents ne savent ni lire ni écrire.

L'analphabétisme est encore élevé à Madagascar. Le recensement général de la population et de l'habitat de 1993 montre que près de 54% des personnes âgées de 60 ans et plus ne savent ni lire ni écrire. Les femmes sont plus touchées par ce phénomène avec un taux de 56,4% contre 50,2% chez l'homme.²⁵

En général, la famille est le premier lieu d'éducation de l'enfant. Malgré des progrès dans les inscriptions à l'école primaire à Madagascar, le système scolaire souffre toujours d'un manque de financement, d'un enseignement de faible qualité et de salles de classes surchargées et vétustes. Pourtant, Madagascar s'est fixé la gratuité de la scolarisation en 2015, mais il s'avère qu'un enfant sur quatre, âgé de 6 à 10 ans, n'a pas accès à l'éducation primaire²⁶.

De nombreux éléments semblent indiquer que les pays qui sont plus avancés en matière d'égalité des sexes et de parité entre filles et garçons à l'école primaire et secondaire tendent à afficher une croissance économique plus forte.

La situation économique en général dans le pays explique la rareté des emplois. Dans l'enquête, le niveau d'instruction atteint assez rarement le cycle primaire et on rencontre aussi des analphabètes. Malgré tous les problèmes de l'éducation sur les femmes, il ne faut pas oublier que les femmes en question sont responsables de leur épanouissement.

Du point de vue social et civique, l'éducation est un droit pour le citoyen et un devoir pour l'Etat. C'est une étape nécessaire qui représente un développement de la société et l'éradication de la pauvreté.

²⁴RAVELOMANANA- RANDRIANJAFIMANANA (J) (1996) Histoire des jeunes filles malgaches du *XVIe siècle au milieu du XXe siècle : exemple Merina à Madagascar à la recherche du Bien-être*, Imarivolanitra, Éditions Antso, p.27

²⁵ PANAGED, 2004-2008.

²⁶ La gazette de la grande ile, Education et tic, 24 Juin 2015.

-L'abandon scolaire

A Madagascar, bon nombre d'enfants en âge d'aller à l'école ne sont pas scolarisés. Ainsi, la crise politique a aggravé le taux d'abandon d'école et réduit le taux de scolarisation dans la Grande Ile. Les enfants exclus du système scolaire sont en raison de pauvreté de leur famille mais aussi des difficultés que connaît le pays.

Selon le rapport de l'enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel (ENMPSI) en 2012, les causes de l'abandon scolaire se caractérisent par le manque d'argent qui est la principale cause de cette situation, il y a aussi la grossesse chez les femmes et la recherche de l'emploi.

Une des causes de l'abandon scolaire à Madagascar, la grossesse précoce. Selon le rapport du FNUAP²⁷ en 2014, le taux de mariage précoce dans le pays est l'un des plus élevés au monde. Une fille sur 2 est mariée ou en union avant l'âge de 18 ans. Ce qui explique la situation des filles malgaches actuelles qui touchent une fille sur 3.

Les grossesses précoces engendrent des pertes de possibilité d'éducation, perpétuent la pauvreté et constituent un déni des droits fondamentaux de la personne. Par ailleurs, l'exclusion scolaire au cycle primaire est sans conteste l'un des problèmes les plus importants du système éducatif malgache, alors que l'éducation est essentielle pour la construction de l'avenir de tout individu.

1-2- L'exclusion sociale

Madagascar accuse un retard considérable en matière d'équité et de promotion de genre. Actuellement, beaucoup de défis sont à relever pour valoriser la femme dans la société et dans l'économie en général. Elle est souvent victime de discrimination à l'emploi. Beaucoup d'entre elles subissent des violences de tous genres, et des pratiques les plus dégradantes.

Selon l'ONU, les filles et les femmes accèdent de plus en plus à l'éducation et à l'emploi, pourtant elles continuent de subir de nombreuses discriminations dans tous les domaines,

²⁷ Fonds des Nations Unies pour la Population, Campagne de lutte contre le mariage précoce, début : 02 Juin 2015.

économiques, politiques et sociaux. En dépit de nombreuses avancées juridiques, leurs droits ne sont pas respectés.²⁸

Dans la situation sociale, il y a une inégalité à Madagascar vis-à-vis des femmes par rapport aux hommes. En général, rares sont les couples de notre enquête qui vivent ensemble depuis longtemps. Les hommes se montrent très volages. D'abord ils se mettent en ménage ; puis après la naissance d'un ou de deux enfants, passent à une autre campagne plus jeune ; laissant leur première épouse avec la charge des enfants. D'ailleurs, la plupart des femmes, seules et chefs de famille, que nous avons enquêtées déclarent qu'elles préfèrent rester seules. Ainsi, la plupart des femmes ont presque déclaré que le salaire de lavandière leur suffit pour subvenir à ses besoins. Une d'entre elle déclare qu'elle a élevé seule ses enfants avec ce travail, et que c'est elle qui aide ses enfants à leur tour avec ce même travail.

Les femmes malgaches tiennent des rôles très diversifiées envers la société. La durée de vie moyenne d'une femme malgache est de 45 ans et plus de 56% de la population malgache sont des femmes.

« On ne naît pas femme, on le devient », la marginalisation de la femme ne constitue pas un phénomène isolé.²⁹

De tout temps, et de toutes les ethnies, les femmes malgaches ont toujours travaillé. Pourtant, tous les indicateurs, le taux d'alphabétisation, le taux de présence dans les différentes branches de l'économie, dans les instances de décisions, prouvent qu'elles occupent dans leur grande majorité des positions marginales.

Dans les milieux défavorisés, elles constituent parfois le soutien de la famille dont elle assure la survie. D'une manière générale, les femmes malgaches rencontrent des difficultés d'origine à la fois matérielle (problèmes pécuniaires pour les femmes dépourvues de qualifications académiques ou professionnelles) et surtout culturelle (problème du droit à la succession, « *tse nan' ampela* », entrée précoce dans la vie sexuelle surtout dans plusieurs régions de la grande île...) qui freinent leur promotion sociale et professionnelle.

²⁸ ONU, La protection des droits de la femme, Journée internationale de la femme

²⁹ DEBEAUVOIR (S), le deuxième sexe, Paris, Gallimard, NRF, 1949.

1-3- Le chômage :

La vie quotidienne des Malgaches est souvent menacée par des phénomènes sociaux. La crise politique que le pays a connue perturbe la vie des ménages surtout sur le plan financier. Plusieurs familles se trouvent en difficulté économique car la plupart ont perdu leur emploi. Pourtant, la difficulté dans la création d'emplois formels est la principale cause de l'accroissement du secteur informel.

Un rapport du Bureau International du Travail informe que près de 4 millions de la population active sont en chômage à Madagascar. Mais la réalité dépasse le chiffre officiel dans la mesure où les sous-emplois et le secteur informel dominent le monde du travail³⁰.

La réalité malgache actuelle montre que le chômage touche toutes les couches sociales de la population, aussi bien les personnes sans instruction que les personnes diplômées. Bon nombre de jeunes entre 15 à 24 ans ont une entrée précoce dans la vie active, ce qui ne favorise pas une meilleure insertion sur le marché de l'emploi, puisqu'ils y entrent assez souvent après avoir abandonné trop tôt leurs études. Tel est le cas de l'une de nos enquêtées, 27 ans, mariée et mère de 2 enfants, elle est devenue lavandière juste après la crise de 2009. Ses parents ont perdu leurs emplois à cause de la crise alors qu'elle était sur le point de préparer son baccalauréat.

La recherche de travail est une préoccupation constante, les enquêtées se montrent d'ailleurs conscientes du lien entre leur niveau d'éducation et leur difficulté à trouver un emploi stable ou mieux rémunéré.

✓ L'exode rural

En zone rurale, les femmes sont en activité permanente entre les activités domestiques et les activités agricoles. Tandis qu'en milieu urbain, elles sont également présentes et visibles dans le secteur informel. Ainsi, le développement accéléré des zones urbaines et la crise économique ont amené les femmes à s'investir davantage dans le secteur informel.

³⁰ BIT, rapport sur le travail, Le rapport mondial sur le travail, 2014.

Photo n°1 : Photo représentant des femmes lavandières dans un quartier de la capitale.



Source : investigation personnelle, Mars 2015.

1-4- La pauvreté

Madagascar est un pays en voie de développement et en état de grande pauvreté. La pauvreté affecte 71% de la population selon les dernières enquêtes de l'Institut National de la Statistique (INSTAT). Les femmes demeurent particulièrement concernées et sont touchées de manière disproportionnée par la croissance de la pauvreté³¹.

Dans le dernier rapport de la Banque Mondiale, près de 80% de la population vivent en milieu rural où la misère est presque deux fois plus élevée qu'en secteur urbain. La grande Ile est parmi les plus pauvres au monde, en tenant compte du seuil international de pauvreté fixé à 2 dollars par jour³².

La pauvreté devient le quotidien d'une grande majorité des Malgaches. C'est un phénomène qui reste chronique à Madagascar. En effet, la situation s'est dégradée depuis le début de

³¹ ENSOMD, INSTAT, 2012/2013.

³² Banque Mondiale, Visage de la pauvreté à Madagascar, 2015.

2010, avec 82,4 de la population vivant en dessous de 1,25 dollars par jours et 92,8% en dessous de 2 dollars par jour.

En se référant sur l'OMD, à l'échéance de 2015, Madagascar n'a pas pu atteindre l'OMD, en particulier ceux relatifs de scolarisation nette et d'achèvement du cycle primaire et surtout l'élimination de l'extrême pauvreté.

L'argent que les femmes lavandières gagnent suffit tout juste à assurer la nourriture quotidienne. Elles ne sont pas en mesure de faire des économies et s'endettent dès qu'une dépense extraordinaire doit être faite, de santé par exemple.

Photo n°2 : Représentant des femmes en plein travail



Source : Commune Urbaine d'Antananarivo, février 2015

Concernant leur logement, ces femmes ne sont pas satisfaites de leur condition de logement, mais s'en contente, faute de choix. Sachant que 40% des familles qui vivent dans l'extrême pauvreté sont dirigées par une femme, ce qui signifie qu'un seul revenu est disponible. Beaucoup de mères chefs de famille se sacrifient pour envoyer leurs enfants à l'école, mais les parcours scolaires restent néanmoins un grave problème, abandons momentanément de l'éducation, le reprise et le redoublement. En effet, l'éducation de leurs enfants est le seul domaine dans lequel les aides arrivent, les femmes lavandières, qui ont toujours la charge de ses enfants disent qu'il est important que leurs enfants puissent recevoir une éducation gratuite.

D'un autre côté, l'instabilité politique est l'une des principales causes qui font de Madagascar l'un des pays les plus pauvres du monde. On constate toujours que le pays reste politiquement instable malgré les efforts des dirigeants. Ce qui entraîne des situations socio-économiques désastreuses : l'insécurité règne partout, les infrastructures sont détruites (routes, hôpitaux, écoles), le chômage touche toutes les catégories de personne.

Parlons un peu de la situation des femmes et de la prise de décision³³. La participation des femmes dans les instances de prise de décisions et dans le processus électoral reste faible. La sous représentation des femmes reste une réalité malgré la signature par Madagascar du protocole de la SADC sur le genre et développement en 2008. C'est un défi qui est dur à conquérir pour les femmes.

Voici des données démontrant la faible participation des femmes dans la sphère de décision :

-les femmes ne représentent aujourd'hui que 4,5% au sein de la CTD, 19% au sein du gouvernement et 13% dans la dernière nomination de préfets de régions³⁴.

³³ SFEZ, L. (1984) La décision, Paris, PUF, p. 40 – 41 : « La **décision classique**, c'est la bonne décision droite, en ligne, celle qui assure au sujet libre les choix de rentabilité progressiste, linéaire » ; depuis deux siècles, ce portrait reste inchangé... Par contre, « la **décision moderne**, c'est un processus d'engagement progressif, connecté à d'autres, marqué par l'équi finalité, c'est-à-dire par l'existence reconnue de plusieurs chemins pour parvenir au même et unique but », p.82 – 83.

La prise de décision de femmes lavandières semble plutôt proche de la décision moderne.

³⁴ MPPSPF, Lancement officiel du document « Stratégie genre et élection à Madagascar », Avril 2015.

**TROISIÈME PARTIE : La discussion, les
acquis professionnels et les recommandations**

CHAPITRE 5 : Les résultats des enquêtes et les vérifications des hypothèses

Ce chapitre va nous permettre de distinguer les résultats des enquêtes et les résultats auprès des ménages.

Section 1- Les résultats des enquêtes

Hypothèse :

-La politique nationale de genre et la politique nationale de l'emploi semblent minoriser l'insertion socio-professionnelle des femmes en général et des femmes non instruites en particulier.

Bien que les femmes malgaches soient légèrement plus nombreuses dans la population totale, leur effectif dans les différents domaines d'activités est relativement faible. Cette inégalité à l'emploi a pour origine plusieurs facteurs dont la majeure cause évoque la discrimination de la vision de la société qui ne valorise pas que les femmes prennent leur rôle et responsabilité dans la société même.

Ainsi, dans le domaine de prise de décision, les femmes ne représentent aujourd'hui que 4,5% au sein de la collectivité territoriale décentralisée, 19% au sein du gouvernement et 13% dans la dernière nomination de préfets de régions. Pourtant, l'objectif à atteindre est de 50% à tous les niveaux.

L'informel a gagné une grande dimension dans l'économie du pays. Selon le BIT, contrairement à ce que l'opinion a tendance à croire, l'informel ne se limite pas aux marchands ambulants, mais concerne également de grands opérateurs exerçant dans le commerce, qui interviennent dans les activités d'import-export et qui sont dans l'économie informelle. Ils peuvent avoir des chiffres d'affaires de plusieurs milliards d'ariary mais ils sont dans l'informel, car ils ne respectent pas les lois régissant le travail comme l'affiliation des employés à la cnaps, l'Ostie ou autres.

Malgré tout, le secteur informel serait un créateur d'emplois décent selon le BIT et la Direction Générale du travail et des lois sociales. La dernière enquête sur le secteur informel en 2012 indique que plus de 9 actifs occupés sur 10 travaillent dans le secteur informel. Ainsi,

il n'y a pas de statistiques fiables sur les travailleurs informels, ils n'ont aucune couverture sociale.

Section 2- Les résultats auprès du ménage

Hypothèse :

-Les femmes dépourvues de qualification semblent se complaire dans leur mode de vie si difficile soit-il, et leurs métiers relevant dans la majorité des cas du secteur informel.

A titre d'illustration, citons les cas d'EF₅ et EF₂₄ :

1- EF₅ :

Veuve, plaide même en faveur du bien être et des avantages que procurent le fait d'être lavandière. Elle est allée même jusqu'à dire qu'elle souhaite que ses descendants perpétuent cette pratique professionnelle, loin des tracasseries, de la bureaucratie, de l'administration publique et des organisations privées.

2- EF₂₄ :

Abonde dans le sens d'EF₅, concernant le projet communal d'implanter un lavoir public, la déclarante pense que cette initiative ne lui fait froid ni chaud. Ici, dans notre travail, nous bénéficions de la gratuité de l'eau, du lieu de séchage.

Il existe une relation entre la participation des femmes dans les activités du secteur informel et le développement du pays. Concernant les femmes lavandières, elles se contentent de continuer leur travail malgré le non sécurisation de leur métier.

Dans la plupart des cas, c'est le chômage, mais aussi la pauvreté qui poussent les femmes à faire la lessive. Malgré tout, ce métier est devenu un métier de succès pour certaines lessiveuses. Une enquêtée affirme durant sa lessive : « J'ai élevé seule mes enfants avec ce travail, maintenant j'aide mes enfants à élever à leur tour leurs enfants avec ce même travail. C'est mon seul gagne-pain »³⁵. Une autre affirmait : « Ici, l'eau est gratuite, contrairement aux

³⁵Il y a un énorme décalage entre le **pays réel** (sous – emploi, emploi inhumain, emploi majoritairement informel...) et le **pays légal** (pourtant la **politique nationale de l'emploi en 2015** stipule en son **Article 3** que « La création d'emploi décent est l'objectif principal de la croissance économique durable et équitable pour l'amélioration des conditions de vie de la population, dans le cadre d'un marché de travail ouvert au dialogue social ».

lavoires », « Il n'y a pas de métier qui n'arrive pas à subvenir à tes besoins, il faut juste y mettre tout ton cœur ».

Les résultats auprès du ménage montrent que les femmes non instruites n'échappent pas au secteur informel. La plupart de ces femmes lavandières avaient travaillé dans des petites entreprises et des entreprises franches, mais suite à la crise que le pays a traversée, ces femmes ont perdu leurs emplois.

3- EF₁₄ :

Ancienne élève en terminale (imprécision de la série), célibataire, issue de famille nombreuse, elle exerce ce métier à contre son grès. Elle le fait malgré elle puisqu'elle n'a pas de moyens de subsistance.

Pourtant, une femme enquêtée déclare que le chef dans son ancien travail reproche aux femmes un absentéisme élevé dû à la maternité ou aux charges familiales. Ainsi, les femmes éprouvent plus de difficulté à trouver un emploi que les hommes.

4- EF₁₁ :

Sexagénaire la plus vieille des lavandières enquêtées est une femme résignée, elle accepte son sort, son destin, celle d'être lavandière. Elle a dit en effet : « Il n'y a pas de métier qui n'arrive pas à tes besoins, il faut juste y mettre tout ton cœur. ³⁶»

Ce qui explique le fait que le chômage féminin est plus long que le chômage masculin. Dans la plupart des cas, c'est le chômage, mais aussi la difficulté pour subsister qui poussent des personnes à faire la lessive. En général, un petit linge est lavé à 50 ariary si un pantalon jeans ou un vêtement épais est tarifé entre 80 à 100 ariary. Le tarif est à partir de 150 ariary pour une couverture.

5- EF₂₁, EF₃ :

³⁶ Cette opinion de l'enquêtée vérifie l'approche du célèbre économiste Galbraith selon laquelle les pauvres vivent avec facilité et voient leur situation, si pénible soit-elle. L'économiste poursuit sa thèse en disant que ce genre d'acteur social ne pense plus au progrès social inclusif.

Ces femmes semble s'auto marginaliser à cause de leur faible niveau d'instruction.

Au final, nos postulats de travail sont en grande partie validés.

Conclusion partielle II :

Bref, la MPPSPF connaît des difficultés en matière de la promotion de la femme dans la société. En raison de la difficulté sur la mise en œuvre de stratégie nationale pour la valorisation de la femme dans le monde du travail.

Puis, certaines femmes sont conscientes que le travail qu'elles exercent est assez motivants malgré les risques sanitaires qui peuvent les menacés et l'exclusion sociale dont elles sont victimes. En raison de leur niveau d'instruction faible.

CHAPITRE 6 : La discussion et les acquis professionnels

Le concept de genre est utilisé pour différencier les rôles des hommes et des femmes, alors que celui de sexe se réfère uniquement à la différence biologique. La problématique découle des différentes situations des rapports entre femme et homme dans tous les domaines, que ce soit dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, dans la vie quotidienne et même dans le domaine politique.

Comment accepter encore qu'il y ait un monde du travail à plusieurs vitesses à Madagascar, pays qui regorge de richesses halieutiques, minières, pétrolifères... et même en termes de ressources humaines ? Certains vivent au jour le jour, d'autres mènent une vie de « pacha » ; certains se donnent corps et âme dans leurs métiers, d'autres prévariquent (voir le récent rapport de *Transparency International*). La mobilité sociale ascendante semble très difficile à réaliser, nous avons plutôt un immobilisme social au détriment bien évidemment des couches sociales défavorisées aux plans :

- statutaire (société duale et segmentée par les problèmes d'ordre, de rang ou de caste...d'appartenance ethnique) ;
- économique (mauvaise distribution des richesses au profit des détenteurs du capital financier) ;
- professionnel (gel des effectifs qui se font ressentir actuellement avec le manque cruel de relève dans les départements ministériels de la fonction publique, recrutement reposant sur le népotisme ou le familialisme...), bref, l'avenir professionnel des lavandières et de leurs descendants est sombre ;
- relationnel (émergence du problème de la déliaison sociale car les « pauvres » sont exclues, « rasant les murs » à cause de la crainte des propos calomnieux, quasi inexistence de réseaux sociaux élargis et forts comme ceux des couches sociales aisées ou moyennes...) ;
- politique (la sphère politique est devenue le chasse-gardé des descendants du PADESM qui naviguent contre vents et marées, des réseaux associationnels assez hermétiques et des ploutocrates au sens platonicien du terme...la race d'Eve démunie ne pourrait même pas insérer ce projet dans son monde onirique, etc.

Traditionnellement à Madagascar, c'est la mère qui gère les ressources du ménage, même dans le cas où le père est le seul à assurer. Si elle est chef de ménage et si elle est seule à assurer les revenus du ménage, ou si elle en assure la majeure partie. La femme malgache est très active dans le cercle familial.

Toutefois, la présence et la participation de la femme dans la vie publique et le secteur privé restent limitées. Le développement ne peut s'effectuer sans la prise en compte de tous les acteurs sociaux. L'inégalité entre les sexes pose de réels défis pour l'autonomisation des femmes malgaches.

Grâce aux contacts physiques, à l'écoute des femmes lavandières en situation socioprofessionnelle difficile, nous avons pu comprendre les tenants et les aboutissants de leur vie quotidienne très harassante. Il est indispensable méthodologiquement parlant d'aller vers les gens pour comprendre leurs modes de vie et les inciter à faire une narration plus ou moins fidèle de leurs vécus. La sociologie compréhensive nous a été en fin de compte d'un grand secours. Nous avons également pu tisser des rapports interpersonnels, ce qui a élargi nos réseaux sociaux. Nous avons pu en outre éveiller en nous notre penchant sociatrique³⁷.

³⁷C'est le domaine de la pratique visant à soigner la société, à remédier aux maux sociaux (inadaptation, incivisme, intolérance...): ANCIAUX, (A). L'évaluation de la socialité –Manuel d'anthropologie appliquée au travail social, Bruxelles, De Boeck Université 1994, p.21.

CHAPITRE 7 : Les recommandations

Section 1- Du part de l'Etat

Le gouvernement devrait prendre des mesures efficaces et durables afin de lutter contre l'inégalité de sexe d'une part, mais aussi de la pénurie d'emploi d'autre part. Par conséquent, il faut adopter des politiques efficaces qui devraient aboutir à l'éradication du phénomène d'inégalité de sexe des femmes vis-à-vis de l'homme dans la société. Pour cela, la mise en œuvre de lois tendant à lutter contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes est nécessaire.

Voici des engagements du gouvernement en faveur de l'égalité entre les sexes :

La PNPF :

La PNPF a pour objectif général de disposer d'un cadre stratégique global et consensuel permettant d'orienter de manière coordonnée et efficace la planification et la mise en œuvre des futures actions de promotion de la femme pour une plus grande égalité entre homme et femme dans la perspective de développement.

Elle priorise les cibles suivants :

- les femmes chefs de ménage
- les jeunes filles et jeunes gens déscolarisés et les femmes analphabètes
- les femmes rurales
- les femmes du secteur informel et les femmes d'usines
- les hommes

La PNPF se consacre spécifiquement sur des domaines d'analyses et d'intervention dont les axes stratégiques sont les suivants :

- sur le plan économique, la promotion économique des femmes, le relèvement du niveau d'éducation et de formation des filles et des femmes,
- sur le plan santé des femmes et de santé de la reproduction, la promotion du droit à la santé,

-sur le plan juridique, le renforcement de l'application des droits de la femme et de la participation des femmes à la prise de décision,

-les mécanismes institutionnels, le renforcement des capacités d'intervention des mécanismes aux profits de femmes, ainsi que leur adaptation aux besoins de celle-ci.

Le PANAGED (Plan d'Action National Genre et Développement) 2004-2008

Le PANAGED est conçue comme outil pour la mise en œuvre de la PNPF.

Le document présente les axes suivants :

1-l'intégration du genre dans les institutions, les programmes et projet de développement

Plaidoyer auprès des membres des institutions

Plaidoyer auprès des responsables de programme

Renforcer les capacités organisationnelle et opérationnelle en genre et développement des mécanismes institutionnels nationaux de développement

Impliquer les groupes cibles à toutes les étapes du processus de planification du développement

Soutenir la mobilisation des ressources disponibles au niveau national

2-l'amélioration de l'efficacité économique des femmes

3-l'amélioration de la condition juridique et sociale des femmes :

Informé et sensibiliser les femmes, les hommes et les adolescent(e)s sur les droits de la femme.

Soutenir les recours des groupes cibles pour l'application de leurs droits

Soutenir la mise en place d'un observatoire national d'observation des droits des femmes et petites filles

Rechercher des actions dans le domaine de l'information, de formation, de l'éducation non formelle et formelle

Appui à l'alphabétisation des femmes

Soutenir l'amélioration du cadre de vie des femmes

Assister les victimes de violences domestiques et sexuelles

Améliorer la connaissance des différents acteurs de la société sur les violences, leurs causes et leurs conséquences et renforcer leurs capacités

Améliorer la présence des femmes dans les instances de décision

Renforcer les capacités des groupes cibles à travers leurs regroupements

Renforcer des alliances en faveur d'un changement de comportement pour l'amélioration du statut social, juridique, économique et politique des groupes défavorisés et des femmes en particulier

Renforcer les capacités citoyennes des groupes cibles notamment celles en situation difficile.

-L' EDBM : Le concept d'Economy Development Board of Madagascar

Un organisme public sous la tutelle directe de la Président de la République, veille à l'investissement directe que ce soit national ou étranger. Ces deux types d'investissement sont considérés comme facteur véhiculant le développement économique et social de Madagascar. Ce concept rend le secteur informel par la régulation des dossiers légaux, et pourrait aider à diminuer le travail informel.

Du côté de la CUA

Les responsables ont expliqué que la commune procédait juste à la construction, à la rénovation et à l'adduction d'eau dans ces bassins lavoirs, mais que c'était au Fokontany de mettre au point les organisations internes de chaque bassin.

Des projets de construction de bassins lavoirs au bord de l'Ikopa sont en cours mais que les faisabilités doivent encore être ou avec l'AGETIPA et l'APIPA.

De la part des ONG :

L'implication et l'intégration des femmes dans une association figurent parmi les étapes pour améliorer leurs conditions de vie.

Section 2- Apport personnel

Au profit des résultats obtenus, et en tant que futur travailleur social, il paraît que des solutions appropriées seront vraiment nécessaires pour valoriser des femmes dans la société Malgache. L'éducation est le premier moyen d'arriver à une prise de conscience et à un changement de comportement. Un renforcement du système éducatif est indispensable pour améliorer l'épanouissement de chaque citoyen. Ainsi, il faut contribuer à un changement de mentalité favorable à la promotion économique de la femme.

Toutefois, les femmes non instruites vont se renfermer sur elles-mêmes, elles n'ont même pas le courage de faire quelque chose en public, il paraît donc nécessaire de soutenir l'accès des femmes dans tous les domaines de développement. Mener des actions de sensibilisation pour soutenir l'insertion des femmes et leur réintégration dans la société. Organiser aussi des séances d'animation avec les ONG et associations spécialisées sur les connaissances des droits fondamentaux des femmes.

Conclusion partielle III :

Pour conclure, le taux élevé des femmes opérant dans le secteur informel démontre l'inégalité sur l'approche du genre au niveau de la société Malgache.

La politique nationale de l'Etat est considérée comme un outil indispensable pour l'épanouissement des femmes dans leur mode de vie en général. Ainsi concernant les recommandations que nous avons avancées, il est important d'appuyer sur la sensibilisation des femmes dans tous les domaines sociales, économiques mais aussi politiques.

CONCLUSION GENERALE

Le thème intitulé « Le niveau d’instruction et la quête d’emploi, cas des femmes urbaines non instruites » a pour objectif d’analyser la formation du secteur informel et d’étudier socialement et économiquement les effets de la non instruction des femmes dans la zone urbaine de Madagascar.

En tant que futur travailleur social, il est important d’analyser les faits sociaux, comme la situation des femmes non instruites et dans le secteur informel, pour tenter de résoudre le problème afin de ramener ces femmes à travailler dans le secteur formel car elles représentent plus de la moitié de la population malgache.

L’inégalité liée au genre s’avère une cause majeure qui freine l’épanouissement des femmes dans la société. Vu que les femmes constituent plus de la moitié de la population malgache, elles rencontrent de nombreux problèmes, dont l’exclusion sociale.

Les femmes sans instruction occupent souvent le secteur informel, un phénomène qui gagne de plus en plus du terrain surtout après la crise que le pays a traversé. Or, les systèmes de financement sont largement insuffisants pour satisfaire les besoins du ménage³⁸.

Madagascar vit en-dessous du seuil de la pauvreté, la fermeture des projets de développement a engendré le chômage, un autre phénomène qui pousse les personnes victimes à se pencher vers l’informel.

La fréquentation scolaire des femmes aussi détermine leur pouvoir ainsi que leurs moyens financiers pour pouvoir subvenir aux besoins quotidiens de la famille.

L’inaccessibilité des femmes dans le secteur formel, mais surtout dans les instances de décisions étaient toujours permanentes dans notre pays, malgré les efforts apportés par différente institution et l’Etat également. Le métier de lavandière se multiplie de plus en plus dans la zone d’Ampasika, l’endroit où on aperçoit des femmes lessiveuses, mais également dans les communes avoisinantes de la capitale. Ce phénomène montre la mauvaise place des femmes dans la société et l’image du site urbain de la Grande Ile.

³⁸Le ministère de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme vient de mettre en œuvre une initiative louable à l’endroit des familles nécessiteuses « une bourse familiale ou VATSIN’ANKOHONANA à 39.000 ménages (en difficultés) » mais cela ne résout pas l’immensité des problèmes car 92% des Malgaches gagnent moins de deux dollars par jour (Banque mondiale, 2014)

Bibliographie

Ouvrages généraux :

- 1 Bourdieu (P), La domination masculine, Paris, Seuil, 1998, Cd1. Liber, 134p.
- 2 DEBEAUVOIR (S), le deuxième sexe, Paris, Gallimard, NRF, 1949
- 3 Durkheim (E), éducation et sociologie. Paris : PUF, 1960.121p
- 4 Guillomont (P), Economie de développement : le sous développement, Presses universitaires de France, 1985, p 217.
- 5 Héritier (F), Masculin et féminin, La pensée de la différence, Paris, O. Jacob, 1966.
- 6 Mead (M), L'un et l'autre sexe, Le rôle de l'homme et de la femme dans la société, Denoel-Gonthier, 1966, p.14.
- 7 PAUGAM, S. et DUVOUX, N. (2008) *La régulation des pauvres*, Paris, PUF.
- 8 Pfefferkorn (R), Genre et rapports sociaux de sexe, Lausanne, Editions page 2, Coll. « Empreinte », 2012, 140p.
- 9 Rousseau (J J), Emile ou de l'éducation, Paris Gallmard, coll. « bibliothèque de la pléiade », 1969.

Ouvrages spécifiques:

- 1- ANCIAUX, (A). L'évaluation de la socialité –Manuel d'anthropologie appliquée au travail social, Bruxelles, De Boeck Université 1994, p.21.
- 2- Rabenoro (G), La position de la femme dans le droit coutumier malgache, in cahiers du centre d'Etudes des coutumes, n°IV, université d Madagascar, Tananarive, 1967, 84p, P 62.
- 3- RANDRIAMASITIANA G.D « Politique éducative et trajectoires scolaires à Madagascar : de l'école d'intégration à l'école d'exclusion », *LIENS* Nouvelle Série N°13, décembre 2010, ISSN 0850 - 4806 Revue *Fastef/ UCAD, Sénégal*, www.Fastef.sn. Consulté le 28 février 2016
- 4- Randrianarisoa (P), L'enfant et son éducation dans la civilisation traditionnelle malgache, Ny Amboara, 2009, 144p.
- 5- Ravaozanany (N), Lutttes contre l'exploitation des travailleurs domestiques mineurs à Madagascar, OIF.
- 6- Ravelomanana (J), Histoire des jeunes filles malgaches du XVIème siècle : exemple Merina à Madagascar à la recherche de bien-être, Imarivolanitra, Editions Antso, 1996-247p.
- 7- LEGALL, D. et MARTIN, C. (1993) « Transmissions familiales, logiques de recomposition et modes de régulation conjugales » in MEULDERS, M – T et THERY, I., dir, (1993), *Les recompositions familiales aujourd'hui*, Paris, Nathan, p. 137-158.
- 8- La pauvreté selon le PNUD et la BM », Emmanuel Benicourt, Etudes Rurales, 2001
- 9- FERREOL, G. et al. (1991) Dictionnaire de sociologie, Paris, Armand Colin, p.264
- 10- Béatrice (B), (1997-1998), cf. 100 mots pour l'égalité, Europa press-releases, Daily News, publication de la commission européenne.
- 11- SFEZ, L. (1984) La décision, Paris, PUF, p. 40 – 41

Presses :

- La gazette de la grande ile, Secteur informel et fiscalité, décembre 2015.
- Les nouvelles, La femme malgache est-elle faite pour la politique, 2014.
- Midi Madagasikara, Contre la manipulation politique, Mars 2015.
- Express de Madagascar, Migration, travail domestique, Octobre 2014.
- Express de Madagascar, L'image désastreuse de Madagascar, Octobre 2015.

¹ MPPSPF, Lancement officiel du document « Stratégie genre et élection à Madagascar », Avril 2015.

¹ SFEZ, L. (1984) La décision, Paris, PUF, p. 40 – 41 : « La **décision classique**, c'est la bonne décision droite,

Webographie:

- 1- <http://www.magicmaman.com/co-parentalite-etre-parent-sans-etre-en-couple-une-bonne-idee,411,2145198.asp>, consulté le 14 décembre 2015
- 2- www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2008-1-page-177.htm, consulté le 05 janvier 2016
- 3- <http://www.larousse.fr> , consulté le 11 septembre 2015

Table des matières

INTRODUCTION	1
Motif choix du thème	2
Problématique	2
Objectifs :	2
Objectif général	2
Objectif spécifique.....	3
Hypothèses	3
Aperçu méthodologique	3
Type d'analyse	3
Type de démarche	5
Type de méthode	5
Type de situation de recueil de données et d'information	5
Type d'échantillonnage	6
Limite de la recherche entreprise	6
Annonce du plan	6
Première partie :	8
Chapitre 1 : Historique du MPPSPF : Présentation du ministère, matériels et méthodes	9
Section 1- Localisation.....	9
Section 2- Historique.....	9
Section 3- Présentation du ministère	10
Section 4- L'organisation du ministère	11
Section 5- L'organigramme du ministère	14
Chapitre 2- Les matériels et méthodes	16
Section 1- Matériels.....	16

Section 2- Méthodes	16
Tableau montrant les caractéristiques sociologique de la micro population enquêtée.....	16
Deuxième partie : Approches théoriques et résultats des enquêtes.....	19
Chapitre 3- Approche théorique.....	20
Section 1- L'éducation	20
Section 2- Le travail	20
Section 3- L'emplois.....	21
Secteur formel.....	21
Secteur informel	21
Généralité sur le secteur informel	22
Les différentes formes du secteur informel urbain	22
Positionnement du secteur informel par rapport aux autres entreprises	22
Tableau comparatif entre secteur formel et secteur informel.....	23
Section 4- Le genre	23
Section 5- La pauvreté.....	24
Chapitre 4- Les facteurs socio démographiques du secteur informel	26
Section 1- Les causes du secteur informel à Madagascar.....	27
1-1-L'analphabétisme	27
L'abandon scolaire.....	28
1-2- L'exclusion sociale	29
L'exode rural	31
1-4- La pauvreté	32

Photo n°2 : Photo des femmes en travail.....	32
Chapitre 5- Les résultats des enquêtes et vérification des hypothèses	35
Section 2- Les résultats auprès des ménages.....	36
Troisième partie : La discussion et les recommandations	39
Chapitre 6- La discussion	40
Section 1- Du part de l'Etat.....	42
La PNPF	42
Le PANAGED.....	43
Du côté de la CUA	44
Du part des ONG.....	45
Section 2- Apport personnel	45
CONCLUSION.....	46
BIBLIOGRAPHIE	47
ANNEXES	
RESUME	

Annexes 1

Questionnaires adressés aux femmes lavandières :

- 1) Situation matrimoniale
(Manambady ve ianao ?)
- 2) Combien d'enfant avez-vous ?
(Firy ny zanakao ?)
- 3) Est-ce que vos enfants vont tous à l'école?
(Mianatra daholo ve ny zanakao ?)
- 4) Est-ce que votre conjoint travaille t-il ?
(Miasa ve ny vadinao ?)
- 5) Quel genre de travail s'agit-il?
(Asa inona ?)
- 6) A quel âge avez-vous exercé ce travail ?
(Firy taona ianao no nanao io asa io?)
- 7) Quelles sont les raisons qui vous ont poussé à exercer ce travail?
(Inona no nanosika anao hanao io asa io?)
- 8) Combien de linge lavez-vous à chaque moment de travail ?
(Lamba firy isaky ny manasa no sasanao?)
- 9) Quel est votre plus niveau fréquentation scolaire?
(Hatraiza ny fianarana vitanao ?)
- 10) A quel âge avez-vous abandonnez l'école ?
(Firy taona ianao no niala nianatra?)
- 11) Pour quelle raison avez-vous abandonné l'école ?
(Inona no antony nialanao tamin'ny fianarana?)
- 12) Est-ce que vous buvez de l'alcool ?
(Misotro toaka ve ianao ?)
- 13) Est-ce que vous prenez du tabac ? ou autre?
(Mihinana paraky ve ianao? na hafa?)
- 14) Comment voyez-vous la situation des femmes malgaches actuelles ?

(Ahoana ny fahitanao ny vehivavy malagasy ankehitriny?)

15) Comment est votre relation avec vos voisins ?

(Ahoana ny fifandraisanao amin'ny mpiara-monina aminao ?)

16) Comment est votre relation avec votre conjoint ?

(Ahoana ny fifandraisanao amin'ny olon-tinao ?)

17) Combien d'argent gagné vous à chaque moment de travail ?

(Ohatrinona isan'andro ny vola azonao ?)

18) L'argent que vous gagnez suffit-il à subvenir aus besoins de la famille ?

(Ampy hamelomana ny ankohonanao ve ny vola azonao ?)

19) Pensez vous que vous gagnez plus ou moins ou à peu près la même chose que votre conjoint ?

(Ianao ve mieritreritra fa mahazo vola mihoatra na latsaka kely na mitovitovy amin'ny vadinao ?)

20) D'après vous, que peut on faire pour que la femme puisse s'épanouir dans la société ?

(Aminaon, inona no tokony hatao mba entina hampivoarana ny vehivavy eo anivon'ny fiaraha-monina ?)

21) Quelle est votre opinion sur la fréquentation scolaire qui détermine le compte propre du ménage ?

(Ahoana ny eritreritrao momba ny fari-pahaizana izay mametra ny vola miditry ny tokantrano ?)

22) Quel âge avez-vous ?

(Firy taona ianao ?)

Annexes 2

Guide d'entretien :

- 1) Selon vous, quelles sont les causes du secteur informel ?
- 2) Quelles sont vos responsabilités face à ce problème ?
- 3) Quelles sont vos suggestions concernant l'amélioration du travail informel ?

Annexes 3

Textes juridiques :

Sur le travail :

-est considéré comme travailleur au sens de la présente loi, quels que soient son sexe et sa nationalité, toute personne qui s'est engagé à mettre son activité professionnelle, moyennant rémunération, sous la direction d'une personne physique ou morale, publique ou privée. Pour la détermination de la qualité du travailleur, il n'est pas tenu compte du statut juridique de l'employeur.

-sont également considérées comme travailleurs au sens de la présente loi les personnes rétribuées à la tâche ou aux pièces exécutant habituellement pour le compte d'une entreprise le travail par elles-mêmes, sans qu'il y ait lieu de chercher s'il existe entre elles et leur employeur un lien de subordination juridique, ni si elles travaillent sous la surveillance immédiate et permanente de l'employeur ou de ses préposés, ni si le local, la matière mise en œuvre ou l'outillage qu'elles emploient leur appartiennent.

-si ces travailleurs se font aider par leur conjoint ou leurs enfants mineurs, ces derniers n'acquièrent pas la qualité de travailleur au sens de la présente loi. Dans tous les cas, il est interdit d'employer des enfants de moins de 14ans, même en qualité d'aide familiale³⁹.

³⁹ Code du travail, loi n°94-029 du 25 Aout 1995 portant code de travail, journal officiel, 25 Septembre 1995, n° 2324. pp. 2564-2577.

COORDONNÉES DE L'IMPÉTRANTE

Nom : DECKY

Prénom : Carina

Adresse postale de l'impétrante : Logt IVO 215 Antohomadinika Sud

Adresse électronique : GSM : carinadecky@yahoo.fr

PANORAMA SUR LA RECHERCHE ENTREPRISE

Titre du mémoire :

Champs de recherche : Sociologie du genre ; Sociologie du travail

Mots clés : Femme, genre, éducation, lavandière, pauvreté, sous-qualification

Nombre

- de références bibliographiques : 11
- d'ouvrages généraux : 9
- d'ouvrages spécifiques : 11
- de documents officiels : 6
- de tableaux : 2

Résumé :

Le présent thème intitulé « Le niveau d'instruction et la quête d'emploi, cas des femmes urbaines non instruites » a pour objectif d'analyser la situation des femmes dépourvues des diplômes opérant dans le secteur informel. D'autres phénomènes sociaux expliquent cette situation, tel que la pauvreté, le chômage, l'exode rural et l'exclusion sociale. Le marché du secteur informel est très concurrencé par le secteur formel au niveau à la fois social mais également économique.

Directeur de mémoire : RANDRIAMASITIANA Gil Dany, Professeur Titulaire

CURRICULUM VITAE

DECKY Carina

Agée de 26 ans

Domiciliée à Antohomadinika Sud, Lot IVO 215, Antananarivo 101

E-mail : carinadecky@yahoo.fr

Feminin

Tél : 0330346678

0345198128

Malagasy

Célibataire

FORMATIONS ACADEMIQUES ET DIPLOME

-2014-2015 : 3^{ème} année à la Formation Professionnalisante en Travail Social et de Développement (FPTSD)

-2013-2014 : 2^{ème} année à la Formation Professionnalisante en Travail Social et de Développement (FPTSD)

- 2012-2013 : 1^{ère} année à la Formation Professionnalisante en Travail Social et de Développement (FPTSD)

-2010-2012 : Etude en Droit à la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie à l'université d'Antananarivo

-2010 : Certificat de fin d'étude en langue anglaise TOPFLIGHT

-2009 : Baccalauréat série A2 à l'Institution Sainte Famille Mahamasina (ISF)

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

-Mars 2015 jusqu'à Mai 2015 : Stage auprès du Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme (MPPSPF)

Thème : LE NIVEAU D'INSTRUCTION ET LA QUETE D'EMPLOIS, CAS DES FEMMES URBAINES NON INSTRUITES

-2014 : Stage auprès de la Commune Rurale de Tanjombato

Thème : Consubstantialité de l'insécurité, cas de la Commune Rurale de Tanjombato

CONNAISSANCES INFORMATIQUES

-Informatique bureautique

-Navigation internet

CONNAISSANCES LINGUISTIQUES

-Malagasy : langue maternelle

-Français : courant

-Anglais : moyen

-Chinois Mandarin : moyen

CARACTERES

-Honnête, dynamique, sérieuse, organisée, capacité d'écoute, sociable

CENTRES D'INTERET

-Surfer sur internet, télévision, radio, journaux

Je déclare sur l'honneur que les renseignements ci-dessus sont sincères et exactes.